

LES DÉBUTS
DU
Socialisme Marxiste

EN FRANCE

PAR

CHARLES MAUGER

DOCTEUR EN DROIT



PARIS
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRESSION
21, RUE GANNERON
—
1908

LES DÉBUTS
DU
Socialisme Marxiste

EN FRANCE

PAR
CHARLES MAUGER

DOCTEUR EN DROIT



PARIS
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPRESSION
21, RUE GANNERON
—
1908

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

THÈSES DE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le Mercredi 3 Juin 1908, à une heure

par

CHARLES MAUGER

Docteur en Droit

PRÉSIDENT : M. DESCHAMPS

ASSESSEURS : MM. PERREAU,
TRUCHY.



INTRODUCTION

L'égalité n'a jamais existé sur terre, toujours il y a eu des riches et des pauvres, des maîtres et des esclaves et ces inégalités sociales et les souffrances humaines qui en découlent ont, de tout temps, inspiré des tentatives parfois généreuses, parfois intéressées, ayant pour but la réalisation d'une égalité absolue ou tout au moins la diminution de ces inégalités et de ces souffrances.

Mais si l'idéal poursuivi est toujours le même, les moyens pour y aboutir diffèrent profondément.

Les anarchistes voient dans l'organisation de l'Etat actuel la source de tous les maux, et commençant par tout détruire, prétendent sans s'occuper du lendemain, que l'absence de toute autorité et de toute propriété individuelle, amènera la prospérité et le bonheur universels.

Des rêveurs moins intransigeants proposent divers systèmes, et tout en maintenant à la tête un gouvernement parfois même tyrannique, voient dans la communauté des biens plus ou moins absolue, le remède aux souffrances humaines et la solution de la question sociale.

D'un côté nous voyons des utopistes comme Morus, Campanella, Cabet, bâtir des cités idéales, où l'égalité et le bonheur règneraient perpétuellement, mais ce ne sont là que des rêves qui ne reposent sur rien et qui ne peuvent devenir des réalités durables.

D'un autre côté des philosophes comme Fourier et Saint-Simon, bien que donnant à leurs théories communistes des bases scientifiques et historiques eurent, cependant, le tort de vouloir dresser le plan de sociétés futures, oubliant que l'étude du lent développement des Etats ne peut, seulement,

que nous indiquer quelle sera vraisemblablement, leur évolution future, ne peut nous fournir que des probabilités et non des certitudes.

Le socialisme allemand ou socialisme marxiste repose lui aussi sur une base scientifique et historique et sans vouloir ni soutenir ni réfuter les idées de Karl Marx, il est incontestable que, bien loin de vouloir construire un système forcément utopique, il est le premier qui ait présenté le socialisme comme l'aboutissement nécessaire de notre évolution économique, et ait mis en lumière le rapport intime qui existe entre l'organisation d'une société et son développement économique.

Marx fut en effet, le premier, à avoir le sens de la « réalité » de l'histoire, ramenant tous les faits historiques à une cause économique ; et cette conception matérialiste de l'histoire, que l'on peut cependant ne pas considérer, dans toutes ses parties, comme un dogme irréfutable permit à Karl Marx d'élaborer une doctrine rigoureusement logique, et c'est à cette qualité qu'est due, croyons-nous, l'influence prépondérante de ses idées sur le mouvement social actuel.

Nous voulons étudier ici l'histoire de l'introduction en France du socialisme marxiste après 1870.

La France avait été déjà agitée durant le cours du XIX^e siècle par divers mouvements populaires, mais ce n'étaient là, que des tentatives isolées ne répondant pas à un plan d'ensemble, et ce n'étaient en somme que les premières escarmouches de la guerre méthodique et régulière, que le prolétariat veut aujourd'hui engager contre l'ordre capitaliste. Bien souvent même, des émeutes que l'on qualifie de socialistes éclatèrent sans que leurs auteurs sussent, exactement le but qu'ils poursuivaient : des agitateurs populaires prêchaient la guerre civile, la haine du propriétaire et du riche, et la masse suivait, ignorant, d'ailleurs comme les promoteurs du mouvement eux-mêmes, où on voulait exactement les conduire.

Aujourd'hui les idées socialistes, semblent à peu près unifiées, et les divers congrès internationaux témoignent de la communion de doctrine qui existe entre les socialistes des différents pays : les divergences qui éclatent au sein du parti ne sont le plus souvent que de simples questions de personne et nous verrons des groupes socialistes s'excom-

munier et se renier les uns les autres tout en professant une même et seule doctrine. °

Ce sont les idées de Karl Marx qui forment, sans aucun doute, la base du catéchisme socialiste actuel : le socialisme est collectiviste et révolutionnaire et si nous ne voyons pas les chefs autorisés du parti prêcher la révolution aussi ouvertement qu'autrefois, il ne faut voir dans ces réticences qu'une simple prudence politique.

Il nous a donc paru intéressant d'étudier comment fut introduit et comment se propagea en France le socialisme marxiste.

LES DÉBUTS

DU

SOCIALISME MARXISTE EN FRANCE

CHAPITRE I

LA SECTION TOULOUSAINNE DE L'INTERNATIONALE LA CANDIDATURE ACOLLAS

L'insurrection de la Commune de mars 1871 n'eut pas un caractère socialiste, et il serait même fort difficile de savoir quel but poursuivaient les Fédérés en s'insurgeant contre le gouvernement de Versailles.

Sans doute ils proclamaient qu'ils voulaient la commune maîtresse de son administration, mais ce n'était pas là une réforme qui put justifier une telle explosion de violence.

La population, épuisée, énervée par les rigueurs du siège, portée à voir des traîtres partout et à imputer à toute autorité ou gouvernement réguliers les défaites et les malheurs qu'elle venait de subir, se trouvait ainsi tout particulièrement bien disposée à écouter la voix des révolutionnaires et c'est alors, qu'oubliant que l'ennemi était encore aux portes de Paris, certains agitateurs sans but, sans raisons ne craignirent pas de fomenter la guerre civile. Ce n'est que dans cet état d'énervement de l'opinion publique qu'il faut chercher la principale cause de l'insurrection du 18 mars, et ce qui n'était qu'une émeute sans importance, et qu'il aurait été sans doute facile d'étouffer à ses débuts, devint bientôt une formidable et sanglante insurrection.

Mais bien que le mouvement ne fut pas socialiste, la Commune compta parmi ses membres de nombreux socialistes.

Ces hommes ne professaient pas alors, il est vrai, une doctrine bien nette et leurs idées à cet égard étaient plutôt

confuses : ils étaient les descendants ou les survivants des émeutiers de Lyon de 1831, ou de juin 1848, et comme eux alors, n'avaient pas un but bien précis en prenant les armes.

Quoi qu'il en soit tous les individus se disant socialistes, ou soupçonnés tels, furent alors l'objet de poursuites rigoureuses et systématiques ; l'explosion soudaine de la Commune avait trop fait craindre au gouvernement régulier le bouleversement de tout l'ordre social pour qu'il ne prit pas des mesures de répression en rapport avec la gravité de l'insurrection.

Aussi l'on peut dire que pendant les années qui suivirent immédiatement la guerre, le parti socialiste n'exista plus en France : ses membres, ou avaient été fusillés, ou s'étaient réfugiés à l'étranger, et ceux laissés en liberté en France étaient trop étroitement surveillés par la police pour qu'ils pussent se permettre de réunir les forces prolétariennes, alors dispersées et réduites à l'impuissance.

Toutefois lorsque nous disons « parti socialiste » il ne faudrait pas prendre cette expression dans le sens précis que nous lui donnons aujourd'hui : en effet, par « socialiste » on entendait alors plutôt tout parti avancé et non pas un groupe politique bien distinct et bien déterminé.

Le mot socialisme était d'ailleurs fort peu employé alors, et nous verrons s'intituler simplement « comité radical » la réunion d'électeurs qui soutint, en 1876, la candidature d'Acollas, qui avait cependant dans son programme des articles nettement collectivistes.

L'Association Internationale des Travailleurs, fondée à Londres en 1864 et qui avait bientôt étendu ses ramifications à travers une partie de l'Europe, n'avait pas été arrêtée dans son œuvre de propagande par les événements de 1871.

La loi du 14 mars 1872 n'avait pu empêcher, en France, la création de diverses sections ; beaucoup, au contraire, s'étaient affiliés à cette association, uniquement parce qu'elle était proscrite, et il y avait pour eux, en quelque sorte, cet attrait de pouvoir se considérer comme de nouveaux et futurs martyrs de la cause prolétarienne.

C'est ainsi que fut fondée, en 1877, à Toulouse, une section de l'Internationale.

A cette époque paraissait dans cette ville un journal l'*Emancipation* et son directeur, Duportal, groupait autour

de lui tous les membres les plus avancés du parti radical toulousain ; ce fut donc à lui que s'adressa tout naturellement un nommé Dentraignes, membre de l'Internationale, et qui cherchait à fonder une section de cette association.

Parmi les amis de Duportal se trouvaient de jeunes étudiants, entre autres MM. Gabriel Deville et Darrieux, qui acceptèrent aussitôt de s'affilier à l'Internationale.

L'Association Internationale des Travailleurs se trouvait alors divisée en deux partis hostiles : le Conseil général et la Fédération Jurassienne.

Le Conseil général, dont Karl Marx était moralement le chef, était partisan de l'action politique, sachant que le prolétariat ne pourrait s'émanciper économiquement que lorsqu'il serait arrivé au pouvoir, tandis que Bakounine, soutenu par la Fédération Jurassienne qui groupait tous les éléments anarchistes de l'Internationale, se prononçait énergiquement contre toute action politique et défendait toute participation aux élections.

Il semblerait à première vue que cette action politique, prônée par Marx, ait été en contradiction avec sa théorie de l'évolution des classes. Il n'en est rien cependant.

Pour entrer dans la lutte il faut avoir les moyens de combattre, or, le prolétariat n'a à sa disposition aucune arme économique : il ne lui reste que des armes politiques, il faut donc qu'il en use s'il veut triompher.

Mais il n'en reste pas moins vrai que sa victoire ne sera possible que lorsque le permettra l'état économique de notre société. Et, de même que la bourgeoisie ne commença à jouer un rôle que lorsque le développement du commerce et de l'industrie lui eut permis d'affirmer sa puissance, de même le prolétariat ne pourra triompher que lorsque le régime capitaliste actuel se sera suffisamment désagrégé.

Dès ses débuts la section de l'Internationale de Toulouse se prononça pour l'action politique et c'est ainsi que MM. Gabriel Deville et Darrieux, approuvant l'attitude du Conseil général, et par suite celle de son chef, Karl Marx, furent amenés à étudier les ouvrages du célèbre révolutionnaire allemand, qui étaient alors à peu près inconnus en France et n'avaient nullement pénétré dans les milieux populaires.

Mais cette attitude de Karl Marx n'aurait pas suffi à lui attirer comme adeptes les membres toulousains de l'Internationale, elle ne pouvait que les disposer favorablement envers lui.

Il existait alors dans les Facultés de Droit un manuel de Droit civil, fort en usage parmi les étudiants : son auteur, M. Emile Acollas (1) ne se contentait pas, dans son ouvrage, d'expliquer et de commenter les différents articles du Code, mais il faisait en outre précéder chacun de ses chapitres d'une critique philosophique dans laquelle il exposait les défauts des lois qu'il allait étudier et le sens dans lequel elles devraient être modifiées.

Or, les réformes qu'il propose, ou souhaite de voir se réaliser, sont toutes empreintes d'un esprit radical fortement accentué (terme usité alors pour désigner les tendances socialistes). En plusieurs passages nous le voyons déclarer que « l'idée du droit nouveau est que le capital agricole ou industriel soit à la disposition de celui qui l'emploie » (2), ou souhaiter une société « où le capital ne sera pas d'un côté et le travail de l'autre » (3), où la propriété sera « pour chacun, avant tout le fruit de son travail » (4).

M. Gabriel Deville, qui continuait alors à Paris ses études de droit, lut ce livre avec d'autant plus d'attention que l'auteur était un ami d'enfance de son père et qu'il suivait assidûment les conférences qu'il présidait au Palais de Justice.

Ayant été déjà en rapport avec les membres du parti avancé toulousain, M. Gabriel Deville se trouvait tout particulièrement bien disposé à écouter l'enseignement d'Accollas et la lecture de son manuel de Droit civil devait le convertir au collectivisme.

Il ne faudrait pas omettre, cependant, un livre de Benoit Malon, publié en 1872, et dans lequel étaient exposées les

(1) M. Acollas professait le Droit Civil Français à Berne en 1871, lorsque le gouvernement de la Commune le nomma Doyen de la Faculté de Droit de Paris. Mais, craignant d'être arrêté à son retour en France, il ne prit pas possession de ses fonctions.

(2) Acollas. *Manuel de Droit Civil*, Tome III, p. 346. L'édition à laquelle nous nous référons, est la première, et de 1869.

(3) Acollas. *Manuel de Droit Civil*, Tome III, p. 468.

(4) Acollas. *Manuel de Droit Civil*, Tome III, p. 956.

doctrines des différentes écoles socialistes françaises. Cet ouvrage se terminait par un aperçu, d'ailleurs assez incomplet, du collectivisme international, et c'était peut-être la première fois que l'on voyait, en France, un auteur se fondant sur les théories alors peu connues de Karl Marx, déclarer que « la force collective domine de plus en plus les conditions de la production et de la circulation » et que de là « dérive scientifiquement, l'avenir communiste, tout au moins collectiviste, de la civilisation moderne condamnée à se transformer ou à périr » (1).

Nul doute que l'exposé de la nouvelle doctrine ait fait impression sur l'esprit de M. Deville, d'autant plus que Benoît Malon citait M. Emile Acolas parmi les promoteurs, en France, de l'idée collectiviste.

Nous n'avons rappelé ces quelques détails que parce que M. Gabriel Deville fut le premier à faire, en France, de la propagande collectiviste.

Ainsi que nous l'avons dit, le mouvement socialiste fut presque nul dans les années qui suivirent la guerre : la doctrine de Marx n'avait pas encore pénétré dans les milieux ouvriers et leurs revendications étaient alors singulièrement modérées et nullement subversives.

Nous voyons, en effet, dans le rapport d'ensemble que rédigèrent les délégués ouvriers français après le Congrès de Vienne de 1873, plusieurs vœux relatifs au droit de réunion et d'association et à la liberté de la presse ; ils demandaient aussi des modifications de la loi sur les prud'hommes et de la loi sur le travail des enfants, mais nulle part il n'est question d'une revendication collectiviste quelconque.

L'instruction du prolétariat était donc, à ce point de vue, complètement à faire, et c'est à cette tâche que vont s'adonner des groupes de jeunes étudiants, et à leur tête MM. Deville et Darrieux qui, tout en apprenant eux-mêmes la doctrine de Marx, s'efforceront d'en répandre les premiers éléments.

Ces jeunes gens eurent vite fait de convertir à leurs idées quelques amis, en nombre d'abord fort restreint, car le gouvernement qui n'avait pas perdu le souvenir de la

(1) Benoît Malon. *Exposé des Ecoles socialistes*, p. 236.

Commune, ne pouvait voir d'un œil indifférent tout essai de propagande révolutionnaire.

Mais si le parti socialiste n'existait encore qu'à l'état d'embryon, ses membres étaient, en revanche, pleins d'ardeur.

Les Elections générales législatives de 1876 leur parurent une occasion favorable de se compter et de proclamer ouvertement leur profession de foi.

Le VI^e arrondissement fut choisi pour tenter la première bataille, d'abord parce que la plupart de ces étudiants y habitaient et ensuite parce que sa population y était d'un esprit fort avancé.

Le boulevard Saint-Germain n'était pas encore percé, et à la place qu'il occupe aujourd'hui se trouvait un dédale de petites rues et de ruelles peuplées d'ouvriers ou d'employés peu fortunés et par suite favorables aux idées socialistes.

Sur l'initiative de MM. Deville et Darrieux un comité se constitua ; il était composé de journalistes comme Marouck, Trouessart, et aussi d'ouvriers au nombre de six ; on voulait ainsi donner à la campagne électorale sa véritable signification de manifestation prolétarienne, mais comme il aurait été imprudent d'effrayer les électeurs bourgeois par la présence d'un trop grand nombre d'ouvriers, l'on décora l'un de ceux-ci du titre de propriétaire.

Mais ce n'est pas pour la même raison que ce comité s'intitula « Comité républicain radical ». Le mot « socialiste » n'était alors presque pas usité et l'épithète de radical indiquait très suffisamment le caractère très avancé des membres de ce comité.

Le comité ainsi constitué choisit M. Emile Acollas comme candidat et élaborâ un programme ; mais ce fut en réalité M. Deville qui, sauf deux articles, le rédigea en entier, ou qui plutôt ne fit qu'y reproduire les phrases mêmes du livre de M. Acollas.

Cette profession de foi contenait en effet entre autres revendications « le remaniement de nos lois de propriété en vue de ramener la propriété à sa seule source légitime, le travail ».

N'avons-nous pas vu, plus haut, Acollas s'exprimer dans

les mêmes termes et souhaiter une société où « la propriété soit pour chacun avant tout, le fruit de son travail » (1).

Et ailleurs, à propos du contrat de louage, le même auteur déclarait que « l'idée du droit nouveau était que le capital agricole ou industriel fut à la disposition de celui qui l'emploie » (2), et son comité reproduit textuellement sa phrase réclamant : « la mise du capital agricole ou industriel, de l'instrument de production à la disposition de celui qui l'emploie directement. »

A ces deux revendications se bornait d'ailleurs toute la science socialiste des membres du comité Acollas, mais c'était la première fois en France, que la question du collectivisme se posait aussi nettement devant le corps électoral, et c'est de ce jour que l'on peut dater la renaissance des doctrines socialistes.

Et cependant il n'y avait pas et il ne pouvait y avoir, alors, une doctrine vraiment socialiste, car les promoteurs du mouvement ne faisaient que commencer à étudier les idées marxistes.

La candidature de M. Acollas, d'ailleurs non couronnée de succès, fut une manifestation isolée, qui n'eut pas de lendemain, et si les idées socialistes avaient pu se répandre en partie parmi les électeurs du VI^e arrondissement, le mouvement en était resté là et n'avait pas pris une plus grande extension.

Les ouvriers n'étaient alors nullement socialistes, mais uniquement coopérateurs. On en vit bien la preuve l'été suivant (juin 1876) où parut le premier numéro du journal *La Tribune*, dirigé par M. Trébois.

Cette feuille est, sans doute, républicaine radicale, mais à aucun moment elle ne formule une revendication collectiviste quelconque : elle compatit à la misère de l'ouvrier mais ne considère nullement le patron comme un exploiteur (3) ; elle lui conseille d'écouter avec bienveillance les doléances de ses salariés, et même s'il trouve trop onéreuses pour lui leurs réclamations, d'augmenter le prix de vente de ses marchandises.

(1) Acollas. Tome III, p. 956.

(2) Acollas. Tome III, p. 346.

(3) *La Tribune*, an 1876, n^o 2, article de Pauliet.

Cette modération est tout à fait remarquable et tranche singulièrement avec les revendications collectivistes formulées par Acolas quelques mois auparavant.

La Tribune ne changera pas d'ailleurs sa ligne de conduite, quand elle organisera le premier congrès ouvrier qui se tiendra à Paris en octobre suivant.

Dans une série d'articles destinés à appeler à Paris le plus grand nombre de délégués ouvriers, et aussi à provoquer les souscriptions particulières, qui furent d'ailleurs extrêmement nombreuses, le journal explique quel est le but du prochain congrès et en quoi devront consister ses travaux.

L'objectif de cette réunion, ce sera l'amélioration du sort matériel des ouvriers (1), mais il ne faudra à aucun prix user de moyens violents (2); c'est à la conquête pacifique du capital industriel que doivent viser les travailleurs : l'association, la coopération pourront seules, donner à l'ouvrier ce capital dont il a besoin (3).

Nulle part, on le voit, il n'est question de l'abolition de la propriété individuelle. Bien plus les organisateurs du congrès souhaitent qu'à leur tour, les ouvriers puissent devenir des capitalistes, et ce sont des vœux conformes à cette manière de voir que le premier congrès ouvrier émit à Paris en octobre 1876.

(1) *La Tribune*, n° 18 septembre 1876.

(2) *La Tribune*, n° 22 septembre 1876.

(3) *La Tribune*, n° 2 octobre 1876.

CHAPITRE II

LA CRÉATION DU JOURNAL « L'ÉGALITÉ »

Telles étaient en 1876 les idées les plus généralement répandues dans les milieux ouvriers, quand M. Jules Guesde fit sa rentrée en France.

Condamné en 1871 à cinq ans de prison pour l'apologie de faits qualifiés crimes, il s'était réfugié en Suisse et avait attendu que la prescription couvrit sa condamnation pour rentrer sur le territoire français.

Il est assez difficile de savoir quelles étaient alors les idées de M. Jules Guesde : membre de l'Internationale, il avait à un certain moment émis des idées qui semblaient friser l'anarchie.

Certaines phrases de son essai de « Catéchisme socialiste » dans lequel il disait que l'Etat était nécessairement oppressif de la majorité ou de la minorité, purent en effet donner à croire qu'il voulait la suppression pure et simple de toute autorité.

Mais dans une lettre qu'il écrivit en mars 1879 à Benoit Malon (1) il explique que jamais il n'a professé cette « idée absurde que les services répressifs qui composent tout l'Etat d'aujourd'hui, sont le seul obstacle à la réalisation de la société égalitaire ». Il est à souhaiter et bien évidemment « un jour viendra où la devise de l'abbaye de Thélème « Fais ce que voudras » constituera toute la loi sociale, comme il viendra un jour où tout appartiendra à tous », mais ce sera dans longtemps et l'anarchie « n'est pas un moyen, mais le but auquel nous devons tendre ».

Dans cette lettre M. Guesde réproouve, on le voit, complètement l'anarchie, et il est vraisemblable qu'en 1877 il devait

(1) Benoit Malon. *Histoire du Socialisme*, p. 569.

professer une opinion analogue et que déjà il était franchement collectiviste.

Mais comment parvint-il à cette opinion ? Ses idées, ainsi qu'il l'a toujours déclaré, lui étaient alors bien personnelles.

Les théories de Marx avaient-elles eu de l'influence sur lui ? C'est peu probable, et il est à présumer qu'il ne l'avait peut-être pas lu et, en tout cas, sûrement pas étudié. On a dit, d'autre part, que ce fut sous l'influence d'un journaliste allemand, nommé Hirsch, qu'il adopta les doctrines collectivistes, ce n'est également guère vraisemblable.

Hirsch fréquentait, il est vrai, M. Guesde et ses amis, mais il en était assez mal vu ; les socialistes à cette époque n'étaient pas internationalistes, et la patrie de Hirsch devait suffire à le leur rendre suspect.

Le premier numéro du journal *l'Egalité* (18 novembre 1877) fondé par M. Guesde, contient un article intitulé *Notre Politique*, qui est, sans aucun doute, le reflet fidèle des idées alors reçues par ses rédacteurs.

Cet article montre bien que la doctrine de Marx ne leur était alors qu'imparfaitement connue. L'action politique y est prêchée sous toutes ses formes « car un certain milieu préalable de liberté politique est nécessaire à la préparation de la révolution sociale ».

Sans doute nous avons vu plus haut Marx se prononcer contre Bakounine et prôner l'action politique, mais il ne faudrait pas voir dans cette attitude une contradiction avec sa théorie de l'évolution des classes. Marx était révolutionnaire, et d'ailleurs tous dans les partis d'opposition l'étaient à son époque et, bien qu'estimant que ce ne serait que par une révolution et même par une révolution violente que serait détruit l'ordre capitaliste, il n'en restait pas moins fermement convaincu que cette révolution ne pourrait se produire, et surtout ne pourrait aboutir, que lorsque notre état économique serait arrivé à un degré voulu de décomposition.

Marx n'est pas opposé à l'action politique ni même à l'action révolutionnaire, mais son opinion reste entière, à savoir, que la révolution ne sera que le résultat fatal de l'évolution de notre société et que le régime politique d'un peuple sera toujours déterminé par son état économique.

Tandis que les rédacteurs de *l'Egalité*, renversant la

théorie de Marx, semblent au contraire prétendre que cette action politique fera seule triompher leur cause.

En d'autres termes Marx pense que l'évolution économique d'un Etat est soumise, comme les phénomènes physiques, à des lois dont l'action de l'homme ne peut entraver, ni hâter le cours, car cette action de l'homme ne se produit utilement que lorsque les circonstances économiques le lui permettent, tandis que M. Guesde et ses collaborateurs estiment, au contraire, dans ce premier numéro de leur journal, que les révolutions sont uniquement l'œuvre des hommes qui les provoquent et les font aboutir.

Or, si les rédacteurs de l'*Egalité* s'écartent ainsi, probablement sans doute à leur insu, de la doctrine de Marx, Hirsch, dans cette même *Egalité* s'en montre, au contraire, le fidèle interprète : « La révolution, écrit-il, ne résultera pas de la conspiration de quelques-uns mais de la force des choses, des complications et des difficultés, qu'amène, fatalement, le régime économique actuel. » (1).

L'antithèse est frappante entre les deux articles et M. Guesde n'avait, on le voit, subi aucune influence étrangère. Beaucoup ont cependant prétendu le contraire : les uns, dans le but, facile à deviner, de jeter le discrédit sur ses théories en les accusant d'être de provenance prussienne; d'autres, au contraire, considérant que Marx avait formulé une véritable doctrine bien nette et bien originale, ne pouvaient concevoir que M. Guesde professât une opinion analogue, sans avoir subi directement son influence.

On avait été habitué à voir des penseurs construire, de toutes pièces, des systèmes sociaux, et l'on était porté à considérer le marxisme justement comme un système. Mais c'est précisément en cela que réside l'originalité du marxisme : Karl Marx ne voulut jamais construire un système social quelconque ; il se contenta de se pénétrer de la « réalité » de l'histoire et, constatant telle évolution économique, en déduisit tel avenir probable. Il n'est nullement étonnant, dès lors, que M. Guesde ait pu, sans les connaître, professer des idées générales analogues à celles de Marx. Mais en admettant même, ce que nous persistons à ne pas

(1) L'*Egalité*, 1^{re} série, n° 11. Aucun article n'est signé dans la 1^{re} *Egalité*, mais nous croyons pouvoir affirmer que l'article cité est bien de Hirsch.

croire, que M. Guesde n'ait pas eu alors une opinion qui lui fut bien personnelle, il n'en reste pas moins vrai que c'est grâce à son influence que le parti socialiste put se former en France.

D'autres, avant lui, avaient pu professer des doctrines collectivistes, mais c'est lui, sans aucun doute, qui donna l'impulsion décisive au nouveau parti socialiste.

Dans tout groupement politique éclatent toujours d'inévitables jalousies, chacun revendiquant la première place ou le principal rôle, mais lorsque ce sont justement des membres d'un groupe, qui assignent à tel de leurs camarades, le rôle prépondérant, il y a lieu de les croire entièrement.

Or, c'est précisément le cas de M. Jules Guesde; M. Gabriel Deville qui, lui, fut pourtant le premier, en France, à faire de la propagande collectiviste, n'hésite pas à reconnaître, que c'est M. J. Guesde qui « seul donna l'impulsion au mouvement socialiste révolutionnaire actuel » et que c'est là un « fait que ne réussiront pas à effacer les personnalités envieuses, empressées à le masquer » (1).

Dès son retour en France, M. Jules Guesde entra à la rédaction des *Droits de l'homme*; c'était un journal de nuance radicale très accentuée, et M. Guesde s'y montra dès le début franchement socialiste et révolutionnaire.

Le premier congrès ouvrier qui venait de clore ses séances au mois d'octobre 1876, lui fournit l'occasion de faire quelques observations sur les diverses résolutions prises par cette assemblée.

Le prolétariat en était encore à chercher sa voie et les membres du congrès n'avaient pas encore une idée bien nette des revendications qu'ils devaient formuler, et ils semblaient même ignorer complètement les lois économiques qui régissent notre état social.

C'est ce manque de précision, ce défaut d'instruction, qui, dès le début, frappa M. Guesde : le congrès avait émis un vœu pour améliorer les conditions du travail des femmes. Mais pourquoi l'assemblée restreint-elle ainsi son vœu ? Le

(1) G. Deville. *Le Capital, de Karl Marx*, p. 9. La première édition est de 1883. L'édition à laquelle nous nous référons est de 1897.

travail de l'homme n'est-il pas tout aussi bien exploité ? (1). Il semble vraiment que l'on ne se soit pas rendu compte que le salaire de l'un comme de l'autre est voué à ne pas dépasser ce que, strictement, il leur est nécessaire pour vivre ; et cette « loi d'airain », qui pèse sur tous les prolétaires, le congrès ne paraît pas l'avoir suffisamment comprise et c'est de là que proviennent, selon M. Guesde, les résolutions incomplètes qu'il a prises.

M. J. Guesde ne pouvait pas manquer d'attaquer violemment les sociétés coopératives qui, alors, étaient considérées comme le seul moyen d'aboutir à la solution de la question sociale. Il fait très bien ressortir que le mal dont souffre le prolétariat, c'est le manque de capital (2). Comment sans capital les prolétaires pourraient-ils constituer des sociétés coopératives ? et en admettant, à la rigueur, qu'ils le puissent, quel en serait le résultat, sinon de créer une nouvelle classe de capitalistes et d'exploiteurs ?

Ce n'étaient là que des remarques isolées sur des points particuliers, et ce n'était pas encore une véritable doctrine que M. Guesde formulait ainsi. Mais peu à peu il allait coordonner ses diverses observations, et l'année suivante, ce sera bien une véritable doctrine qu'il enseignera et propagera par son journal *l'Egalité*.

Nous venons de voir que le Congrès de Paris de 1876 n'avait, à aucun moment, formulé un programme socialiste quelconque et, si l'on en excepte la candidature d'Acollas et les quelques articles de M. Guesde que nous venons de citer, l'on peut dire qu'aucune tentative de renaissance de l'idée socialiste, n'avait été faite en France depuis 1870.

En 1877 il ne s'est produit aucun changement et le parti ouvrier français ignore encore le collectivisme : la preuve nous en est fournie par le deuxième Congrès ouvrier de Lyon (3).

Au moment où il va se réunir, son comité d'initiative rappelle le calme et la sagesse qui ont présidé aux débats de la première assemblée, et déclare que, comme l'année précédente, les ouvriers n'en veulent au bien de personne et « ne

(1) *Les Droits de l'Homme*, 16 octobre 1876.

(2) *Les Droits de l'Homme*, 5 novembre 1876.

(3) Le congrès tint ses séances jusqu'en janvier 1878.

demandent qu'à augmenter leur bien-être, sans dépouiller autrui, par le développement des forces productives de chacun et par l'association » (1).

C'est alors que M. Jules Guesde fit paraître le journal *l'Égalité*, avec MM. Gabriel Deville, Gerbier et Massard, comme principaux collaborateurs.

Le premier numéro est du 18 novembre 1877 ; il semblerait, à première vue, que ses rédacteurs, pour lancer leur journal, aient choisi précisément un moment de profond trouble politique.

Le Maréchal de Mac-Mahon avait, conformément au droit que lui conférait la Constitution de 1875, dissous la Chambre des Députés le 16 mai précédent, mais bien que les élections du 14 octobre eussent été nettement défavorables au ministère de Broglie, celui-ci s'obstinait à rester au pouvoir.

On pourrait donc croire que M. Jules Guesde ait choisi, justement, le moment où républicains modérés et conservateurs luttaient âprement, pour créer, à la faveur des divisions des partis bourgeois, un journal nettement collectiviste et révolutionnaire.

Nous ne pensons pas cependant qu'il en ait été ainsi. Depuis plusieurs mois déjà M. Guesde songeait à fonder un journal vraiment socialiste, il avait sous la main des collaborateurs dévoués et capables, et s'il ne fit point paraître plus tôt son journal, ce retard ne fut dû qu'à une cause d'ordre purement financier.

Le parti socialiste était encore à créer, et, se posant, dès le début, en adversaire des résolutions antirévolutionnaires des Congrès de Paris et de Lyon, *l'Égalité* ne pouvait compter sur les subsides qui, de tous les points de la France, avaient afflué à Paris, l'année précédente et avaient ainsi permis la tenue des premières assises ouvrières.

Quoi qu'il en soit, choisi ou non, le moment où parut le premier numéro de *l'Égalité* était éminemment favorable et nous verrons le journal s'efforcer de créer un parti bien distinct, bien indépendant, et sans aucune compromission avec ses adversaires bourgeois.

(1) *L'Égalité*, 1^{re} série, 25 novembre 1877, page 5.

CHAPITRE III

LA DOCTRINE DU JOURNAL « L'ÉGALITÉ »

L'Égalité n'était pas un journal comme on a coutume d'en voir aujourd'hui ; c'était plutôt une revue où la part la plus grande était réservée aux seuls articles de doctrine alors que quelques lignes étaient consacrées aux événements politiques les plus saillants.

Sa doctrine était, sans doute, socialiste, mais c'est là une formule assez vague qu'il convient maintenant de préciser. Nous n'avons pas à revenir sur ce que nous avons dit au sujet des idées de M. Guesde : qu'il se soit ou non inspiré de Karl Marx, il n'en est pas moins vrai que les idées qu'il va s'efforcer de répandre par *l'Égalité* seront bien celles du révolutionnaire allemand (1).

C'est au socialisme marxiste que M. Guesde et ses collaborateurs vont peu à peu convertir le prolétariat français, et les interruptions que la publication de leur journal aura à subir ne changeront en rien sa ligne de conduite : tel il était en 1877, tel il sera en 1882.

Sans doute les rédacteurs de la première *Égalité* n'avaient au début qu'une connaissance très imparfaite des idées de Karl Marx ; mais si leur science n'était alors que superficielle, les lacunes qu'elle présentait ne portaient que sur des points de détail et n'intéressaient pas le fond même de la doctrine.

(1) *L'Égalité*, dès sa première édition, soutint des idées conformes à celles de Marx et à celles émises par Engels dans sa brochure *Socialisme utopique et Socialisme scientifique*. Mais cet ouvrage ne put avoir d'influence sur la première *Égalité*, puisqu'il lui est postérieur, n'ayant paru qu'en 1880, dans la *Revue Socialiste*. Mais il est possible que la deuxième *Égalité* s'en soit inspirée, d'autant plus que le traducteur, M. P. Lafargue, entra en 1880 à la rédaction de la deuxième *Égalité*.

Plus tard, les polémiques que la troisième *Egalité* eut à soutenir, purent, à de certains moments, la faire dévier légèrement, mais l'on peut néanmoins affirmer, que durant ses trois éditions, ce journal ne changea pas, à vrai dire, d'opinion. C'est donc l'ensemble de sa doctrine que nous allons maintenant exposer, ne nous occupant pas de l'ordre chronologique, sans importance dans cette matière purement théorique.

Karl Marx se contenta de poser ce principe, d'ailleurs dégagé avant lui, que seul le travail pouvait être la source de la valeur, puis, regardant quelle avait été durant le cours des siècles, l'évolution des sociétés, et constatant que leurs diverses transformations n'avaient eu d'autre cause que la transformation même de leur état économique, il en est arrivé à déduire quel avenir probable était réservé à notre société.

Mais des idées si abstraites ne pouvaient pénétrer dans les milieux populaires ; il fallait faire comprendre aux prolétaires quel était le rôle qu'ils jouaient dans l'ordre social actuel, et quel sort leur était réservé dans la société future. Il fallait, en outre, leur indiquer quelle serait l'organisation de cette société et par quels moyens ils devaient s'efforcer d'en hâter l'avènement.

Dans son « Manifeste communiste » (1) Karl Marx avait lancé un appel à tous les prolétaires du monde ; c'était cet appel qu'il fallait partout publier, et c'est à cette tâche que s'adonnera l'*Egalité*.

Mais ici c'est bien une véritable doctrine que va prêcher le journal ; Marx en avait simplement posé les bases, M. Guesde et ses collaborateurs vont la commenter et la propager, et toujours ils s'efforceront de se montrer les fidèles interprètes de la pensée du maître.

Tout d'abord, pour intéresser les prolétaires à leur cause, les rédacteurs de l'*Egalité* devaient leur démontrer que leur travail n'était pas payé à sa valeur, et qu'ils vivaient dans un dégradant esclavage (2).

(1) Le Manifeste communiste parut à Londres en 1847.

(2) Nous n'entendons nullement approuver ni critiquer les théories de l'*Egalité*. Nous nous bornerons simplement à les exposer le plus clairement et le plus impartialement possible.

Ils ne pouvaient, à vrai dire, enseigner dans son ensemble la théorie de Marx, car ils auraient risqué de n'être pas compris de tous, et pourtant c'était bien elle qu'ils devaient s'efforcer d'exposer à l'aide d'exemples tangibles et matériels.

Depuis la Révolution de 1789 résonnent partout en France les mots de liberté et d'égalité. Eh bien ! ce ne sont là qu'expressions mensongères, à l'aide desquelles on a berné le peuple depuis bientôt un siècle (1).

Où voit-on régner l'égalité ? puisque les uns ont à leur disposition les moyens de développement et d'action et que les autres ne les ont pas.

Que signifie l'égalité des droits civils et politiques proclamée en 1789 et 1848, si la très grande majorité n'a pas les moyens de les faire valoir ?

« Les droits, ainsi que l'écrivait Mazzini en 1842, ne sont que des paroles vaines pour qui manque des moyens de les faire valoir » (2).

Quant aux libertés accordées, ce ne sont également que mensonges, car le prolétaire ne peut en user.

Est-ce la liberté individuelle ? mais elle n'existe pas pour l'ouvrier, condamné à se vendre ou à mourir de faim.

Est-ce la liberté du travail ? — Comment le prolétaire l'exercerait-il ? Il n'a rien à sa disposition, ni terre, ni capital, ni crédit.

La bourgeoisie se vante (3) d'avoir, par sa glorieuse révolution de 89 et de 93, aboli la dîme et la corvée. Mais le prolétariat est enfin arrivé « à la conscience de son servage industriel, pire que le servage de la glèbe ». Toute la valeur que l'ouvrier a donné par son travail à l'objet manufacturé est loin de lui être payée intégralement (4), car les profits du capital ne sont que du travail non payé (5).

Ce sont les patrons qui s'adjugent la meilleure part, ce n'est pas du dixième qu'ils se contentent comme l'ancien seigneur féodal, mais c'est bien plus de la moitié qu'ils

(1) *L'Égalité*, 1^{re} série n° 1, 18 novembre 1877.

(2) *L'Égalité*, 1^{re} série, n° 1.

(3) *L'Égalité*, 3^e série, nos 2, 18, décembre 1881 ; nos 7, 11, 13.

(4) *L'Égalité*, 3^e série, n° 13.

(5) *L'Égalité*, 3^e série, n° 16.

s'approprient ainsi indûment, et non contents d'exploiter ainsi leurs ouvriers, ils s'efforcent, à l'aide d'institutions soit disant charitables, de diminuer encore leurs salaires.

Si après que soient les capitalistes, il faut qu'ils s'arrêtent à un certain point, il faut qu'ils songent à la loi fatale qui limite la baisse de la rémunération du travail ouvrier au minimum de satisfaction des besoins organiques (1). Aussi le patron a-t-il tout intérêt à diminuer ce minimum si possible encore, à abaisser, par exemple, à l'aide de combinaisons plus ou moins habiles, la cherté croissante des logements qui n'est, en somme, supportée que par lui. Et l'ouvrier doit encore s'estimer heureux si, par suite de la concurrence, le salaire ne s'abaisse pas au-dessous de ce qui lui est strictement nécessaire pour vivre (2).

Dans notre état capitaliste, si pénible que soit sa situation, l'ouvrier ne saurait cependant l'améliorer. Peut-il épargner ? mais c'est à peine si avec son salaire il peut subvenir à ses besoins, et le pourrait-il que cela n'aurait pour effet que de hâter le retour des crises économiques ; en effet, qu'est-ce que l'épargne ? C'est une diminution dans la consommation (3) et si elle vient à se généraliser, elle aura comme effet immédiat, un arrêt dans la production, et le licenciement d'ouvriers devenus, par suite, inutiles.

D'où vient donc que la classe la plus nombreuse, les prolétaires, soient voués à rester éternellement dans cette situation misérable ?

Cela vient de ce que les conditions d'appropriation ne sont plus en rapport avec les conditions de production.

Notre société a en effet évolué, ou plutôt c'est le mode de production qui a changé, alors que le mode d'appropriation est resté le même (4) : « Nous avons vu la production, autrefois acte individuel, passée acte social, et cependant les

(1) *L'Égalité*, 3^e série, nos 2 et 33.

(2) *L'Égalité*, 3^e série, n° 34. Dans cet article, M. Guesde émet une idée analogue à celle de Marx, à savoir que la loi des salaires n'est pas absolue (Marx, *Le Capital*, livre I, page 9, note sur Lassalle), et que le salaire peut parfois descendre au dessous du strict minimum nécessaire à l'existence.

(3) *L'Égalité*, 3^e série, n° 35.

(4) *L'Égalité*, 2^e série, n° 22, 16 juin 1880.

moyens de production, et les produits d'individuels, devenus sociaux, restent soumis au mode d'appropriation individuelle. »

Il existe donc, désormais, un antagonisme entre le mode de production et le mode d'appropriation et c'est cet antagonisme, qui est cause de l'asservissement économique des prolétaires et des crises industrielles périodiques.

Mais quel remède apporter à ce lamentable état de choses ? nous ne pouvons, à la vérité, changer les méthodes de production actuelle, nous ne pouvons retourner en arrière, revenir à la production individuelle, mais c'est le mode d'appropriation que nous pouvons, que nous devons changer.

Tant que la production fut l'œuvre d'un seul individu, il était logique et rationnel, que ce fut cet individu qui s'appropriât les bénéfices de son travail ; mais aujourd'hui la production est devenue collective, sociale ; pour rétablir l'harmonie, c'est donc à la collectivité que doivent revenir les fruits de son travail.

Le collectivisme peut seul résoudre la question sociale, peut seul mettre un terme, aux misères prolétariennes, et arrêter le retour périodique de ces crises économiques, qui, plus que tout, prouvent qu'un rouage important de notre organisme social se trouve, aujourd'hui, faussé.

En 1831, les émeutiers de Lyon prenaient les armes, en réclamant du pain ou du plomb ; ce n'est plus le droit au travail que le prolétaire doit aujourd'hui revendiquer, mais c'est le droit au capital (1), ou mieux c'est le droit au travail exécuté à son profit, et, pour employer les termes mêmes de *l'Égalité*, « ce n'est plus le rôle de membres en mouvement peinant pour remplir un estomac étranger, que veut continuer à jouer le peuple des salariés : il prétend être enfin son propre estomac et consommer lui-même son produit » (2).

Au surplus, on ne saurait concevoir de socialisme raisonnable en dehors du collectivisme.

Lui seul assure à chacun la juste rétribution du travail qu'il a incorporé dans l'objet qu'il a fabriqué (3). Quel mode

(1) *L'Égalité*, 1^{re} série, n° 30.

(2) *L'Égalité*, 1^{re} série, n° 10.

(3) *L'Égalité*, 1^{re} série, n° 33.

de répartition voudrait-on d'ailleurs adopter ? Est-ce la répartition communiste « de chacun selon ses forces et à chacun selon ses besoins » ? Mais qui mesurerait et ces forces et ces besoins.. ? Tandis que la répartition : à chacun selon son travail, est bien la seule légitime, chacun étant maître d'augmenter son bien-être par l'intensité de son travail.

Que l'on ne vienne pas prétendre que le collectivisme est la négation de la liberté individuelle (1), car dans l'ordre actuel, dans l'ordre capitaliste, cette liberté, nous l'avons vu, n'est qu'un vain mot.

Et, d'ailleurs, en quoi consiste la liberté de l'homme : A user des facultés dont la nature l'a doué (2), à être maître de son travail. Or, quelle est la base du collectivisme, sinon « le développement complet de l'individu, l'universalisation du capital et la libre jouissance pour chacun de la valeur que son travail a donnée aux choses » ?

Que l'on ne vienne pas, d'autre part, prétendre que la propriété capitaliste actuelle est légitime, et que l'avènement du collectivisme tuerait toute initiative individuelle et amènerait une misère universelle.

Veut-on rechercher les origines premières de la propriété actuelle ? nous ne trouverons que le vol ; un vol, il est vrai, prescrit par une longue suite d'années, mais néanmoins un vol (3).

L'initiative individuelle ne sera pas tuée davantage. L'ouvrier recueillant le produit intégral de son travail aura tout intérêt à rendre son travail plus intense et la productivité ne cessera d'augmenter (4).

Au surplus, cet accroissement de la production n'amènera pas ce qui aurait eu lieu fatalement dans notre ordre capitaliste actuel : le retour périodique des crises ; seul le collectivisme permettra d'assurer le bien-être à chacun sans courir ce risque (5).

(1) *L'Égalité*, 3^e série, nos 7, 11, 13, 23.

(2) Discours de Léon Say, rapporté dans *L'Égalité* 1^{re} série, n° du 28 avril 1878.

(3) *L'Égalité*, 3^e série, n° 5. — G. Deville. *Le Capital, de Marx* p. 298.

(4) *L'Égalité*, 3^e série, n° 6. *Manifeste communiste*, de Marx, n° 43.

(5) Les rédacteurs de *L'Égalité*, ne craignent pas, on le voit, les critiques que l'on pourrait formuler contre leurs théories, ils semblent au contraire les provoquer pour pouvoir mieux les combattre. Mais qu'il nous soit

Les diverses réformes que l'on propose chaque jour ne sont que des palliatifs impuissants, ou ne feront qu'aggraver le mal ; et c'est justement au moment où l'instruction, devenue obligatoire, va relever le niveau intellectuel du peuple, et permettre à un plus grand nombre, d'aspirer à des postes plus élevés, que l'on veut se contenter de demi-mesures, de demi-réformes (1) ; mais il va y avoir forcément plus de demandes que d'offres, la concurrence deviendra plus âpre, et cette diffusion de l'instruction, outre qu'elle permettra à l'ouvrier d'avoir une plus exacte notion de son esclavage, rendra plus dure sa condition elle-même.

Tant que l'ouvrier n'aura pas à sa disposition l'instrument de travail, quelles que soient les lois que l'on édictera pour le protéger, on ne pourra jamais empêcher son exploitation par son patron (2).

Veut-on avoir recours à la participation ? mais, outre qu'elle pousserait l'ouvrier à produire davantage (3) en lui faisant croire qu'il travaille pour lui, et hâterait ainsi le retour des crises, elle n'aurait pour effet que de créer une nouvelle classe de capitalistes et d'exploiteurs.

Cette nouvelle bourgeoisie, cette classe moyenne de petits patrons, n'aurait pas d'ailleurs un sort bien enviable ; elle aurait à lutter contre la féodalité financière et industrielle ; tôt ou tard elle sera absorbée par elle.

cependant permis, et sans vouloir discuter le fond même de la doctrine collectiviste, de remarquer qu'ils omettent ici une objection qui vient, pourtant, tout naturellement à l'esprit.

Dans l'Etat collectiviste, nous disent-ils, l'homme sera libre, il travaillera à sa guise et ne sera payé qu'en raison de l'intensité même de son travail, quel qu'il soit ; mais alors le travail inutile sera donc payé le même prix que le travail utile ?

Et si l'on veut encourager les travaux utiles, comment s'y prendra-t-on sinon en augmentant la cote de ces travaux ? Et ne verrons-nous pas alors réapparaître cette équivalence en utilité, base de notre système individualiste, que les collectivistes voulaient justement abolir ? M. G. Deville, dans son *Aperçu sur le Socialisme scientifique*, qu'il place au début de son ouvrage, *Le Capital de Karl Marx* (p. 35), a compris la difficulté qu'il y aurait à faire exécuter les travaux particulièrement dangereux ou répugnants, et pour assurer leur exécution il ne voit d'autre moyen que de majorer le prix de l'heure de travail ordinaire. Mais ce sera alors l'équivalence en utilité qui déterminera le prix de ces travaux ?

(1) *L'Egalité*, 3^e série, n° 17.

(2) *L'Egalité*, 3^e série, n° 15.

(3) *L'Egalité*, 3^e série, n° 20.

Et ces petits patrons, forcés, pour vivre, de diminuer le salaire de leurs quelques employés se verront obligés de se montrer envers ceux-ci plus durs et plus âpres que les grands capitalistes eux-mêmes.

Ils ont donc intérêt à voir l'avènement du collectivisme, car « si les prolétaires ont aujourd'hui à combattre pour rentrer en possession des instruments de travail, les petits bourgeois ont à combattre pour les conserver (1).

Le collectivisme sera donc seul capable de faire régner enfin l'égalité en ce monde, toutes les autres réformes ne feront que reculer la solution de la question sociale.

Mais ce nouveau régime va-t-il se substituer peu à peu au régime actuel ?

Allons-nous assister à la socialisation progressive de certaines branches de l'industrie pour aboutir un jour à la socialisation intégrale de tous les moyens de production ?

Certes, la centralisation tous les jours plus accentuée, des forces productives, et comme corollaire, la concentration toujours grandissante des masses ouvrières, de plus en plus conscientes de leur situation et de leurs droits, devraient fatalement nous conduire au collectivisme.

Mais les évolutions sociales ne s'accomplissent pas ainsi avec cette rigueur mathématique.

Il est bien évident que la classe possédante, que les capitalistes d'aujourd'hui n'abandonneront pas de bon gré leur patrimoine.

L'histoire du monde est-elle autre chose que l'histoire de la lutte des classes (2) ? Pourquoi aujourd'hui verrions-nous toute une catégorie de citoyens bénévolement et sans compensation aucune abandonner d'un seul coup tous ses privilèges (3).

La noblesse, au quatre août, renonça, il est vrai, aux siens, mais le 4 août avait été précédé du 14 juillet ! (4).

(1) *L'Egalité*, 3^e série, n° 15.

(2) *Manifeste communiste de Marx*, n° 2.

(3) *L'Egalité*, 3^e série, n° 13.

(4) G. Deville, *Le Capital de Karl Marx*, p. 36. — Nous citons ici, ainsi que nous l'avons déjà fait plus haut, le livre de M. Deville, parce que ainsi qu'il le dit lui-même dans sa préface, son *Aperçu sur le Socialisme scientifique* n'est que le résumé de ses articles de propagande socialiste de 1877 à 1882.

Et, de nos jours, la longue guerre de Sécession a prouvé suffisamment que la question, non pas même de l'abolition, mais seulement de la limitation de l'esclavage, n'aurait su se régler sans avoir recours à une solution brutale (1).

Ce n'est donc pas du libre jeu des forces économiques que doit naître la révolution future ; mais cette révolution il faut la provoquer, il faut faire une propagande incessante et, agissant politiquement, se servir « du chiffon de vote jusqu'au jour où on s'en servira pour bourrer son fusil » (2).

L'Egalité s'écarte ici un peu de la théorie de Marx ; celui-ci pensait bien, il est vrai, que l'ordre capitaliste actuel serait détruit un jour par une révolution, mais il estimait que cette révolution ne se produirait que lorsqu'elle serait devenue inévitable, et qu'elle serait la conséquence logique, forcée, de l'évolution de notre état social, qui porte en son sein le germe même de sa mort, ayant engendré, groupé et centralisé les prolétaires qui seront « ses propres fossoyeurs » (3).

Tandis que notre journal pense, au contraire, qu'il faut provoquer cette révolution et qu'en attendant simplement son avènement du libre jeu des évolutions économiques, on risque de l'attendre éternellement.

Nous avons déjà vu plus haut et comparé des articles de M. Guesde et de Hirsch, et noté la même légère divergence d'opinion que nous retrouvons ici.

Le journal entend donc prêcher la révolution, et bien loin de proscrire le recours à la violence, comme l'a fait le Congrès de Lyon, c'est elle dont il veut partout prôner l'emploi.

Autrement, toutes les revendications ouvrières ne seront que vaines paroles, dont riront les capitalistes. Si l'on préfère ne pas avoir recours dès le début à des moyens brutaux, il faut tout au moins user largement du droit de grève, car « le grand rôle des grèves n'est pas tant de maintenir le salaire, que de donner aux travailleurs conscience de leurs intérêts de classe » (4).

(1) *L'Egalité*, 1^{re} série, n° 16.

(2) *L'Egalité*, 2^e série, n° 30.

(3) *Le Manifeste Communiste* de K. Marx, nos 15 à 33.

(4) Article de P. Lafargue cité dans *L'Egalité*, 2^e série, n° du 2 juin 1880.

C'est donc une question de vie ou de mort pour le prolétariat, que de se solidariser avec tous les grévistes, et de les soutenir moralement et matériellement ; il ne faut plus qu'il y ait de scission dans le camp des ouvriers : les partisans des moyens pacifiques, les coopérateurs entre autres, ne font, par leur propagande, que diviser les forces prolétariennes vouées de la sorte à l'impuissance et à la défaite (1).

Toutes les fois qu'il se trouve un citoyen assez courageux pour supprimer le capitaliste qui l'opprime et l'exploite, Il faut saluer, dans cet acte libérateur, le prélude de la révolution, il faut le glorifier et le citer en exemple à tous les prolétaires (2).

Les bourgeois se gênent-ils d'ailleurs envers leurs ouvriers, hésitent-ils en prononçant le lock-out, à faire mourir de faim des familles entières ? (3).

A la force il faut opposer la force ; dans les conflits internationaux la force prime le droit, pourquoi reprocher aux prolétaires d'employer s'ils le peuvent, la violence pour exproprier les capitalistes ?

La puissance bourgeoise ne provient-elle pas elle-même de la révolution ? n'est-ce pas un anniversaire révolutionnaire que fête aujourd'hui la Nation ? Pourquoi alors refuser aux prolétaires de vouloir, à leur tour, monter à l'assaut des bastilles capitalistes ? (4).

Et d'ailleurs pourquoi la bourgeoisie au pouvoir arrête-t-elle dès le début tous les mouvements, toutes les tentatives révolutionnaires, si minimes soient-elles ? c'est parce que née de la révolution, « elle sait pertinemment qu'il n'existe pas d'autre moyen d'affranchissement » (5).

C'est donc par la révolution et la révolution violente que le « quatrième Etat » pourra triompher ; aussi faut-il entretenir l'idée révolutionnaire dans les milieux populaires et puisque les bourgeois fêtent bien le 14 juillet, les prolétaires

(1) *L'Egalité*, 1^{re} série, nos 11, 15, 16.

(2) *L'Egalité*, 3^e série, nos 17, 23, 29.

(3) *L'Egalité*, 3^e série, nos 10, 11, 19.

(4) *L'Egalité*, 2^e série, n° 6, et 3^e série, n° 32. — Années 1880-1882.

(5) *L'Egalité*, 2^e série, n° 24, page 4.

à leur tour doivent célébrer les anniversaires des journées de juin 1848 et de mai 1871 (1).

Telles sont, esquissées dans leurs grandes lignes les idées que soutint et propagea l'*Egalité* de 1877 à 1882.

Vues de loin et dans leur ensemble, elles paraissent constituer une véritable doctrine bien nette et bien précise. Mais il ne faudrait pas croire qu'à l'époque où elles étaient émises, elles constituaient, aux yeux des lecteurs de l'*Egalité* cette doctrine que nous venons d'exposer.

Il faut remarquer, en effet, que les pages qui précèdent sont la synthèse des articles du journal pendant six années ; mais cette synthèse les lecteurs d'alors ne l'avaient pas faite, et ils ne pouvaient, d'ailleurs, pas la faire.

Ce n'est que par fragments, que les nouvelles théories pénétrèrent dans les milieux populaires et c'est que peu à peu que s'unifia la nouvelle doctrine.

Mais si les groupements ouvriers n'aboutirent que par étapes successives à un programme politique et économique bien défini, les rédacteurs de l'*Egalité* obéissaient, eux, au contraire, à un plan de conduite bien déterminé.

Sans doute, dans les débuts de leur propagande, ils avaient à apprendre eux-mêmes ce qu'ils prétendaient enseigner aux prolétaires, mais leur instruction, à ce point de vue, s'était vite complétée.

Fidèles interprètes de la pensée de Karl Marx, ils considérèrent leur enseignement comme un dogme irréfutable, n'admettant pas la plus légère divergence et rejetant comme hérésiarques tous ceux qui prétendaient modifier la nouvelle doctrine suivant les circonstances du moment, et c'est grâce à cette intransigeance des rédacteurs de l'*Egalité* et tout particulièrement de M. Jules Guesde, que put se fonder en France un parti socialiste.

Nous n'avons cité jusqu'ici qu'un journal, l'*Egalité*, comme organe de propagande socialiste. Mais, si nous n'avons parlé que de lui seul, c'est que seul il eut une ligne de conduite bien arrêtée dès son début, que seul il eut une idée bien nette de ce qu'était le socialisme nouveau et qu'il ne varia jamais d'opinion.

Il y eut, sans doute, alors, d'autres journaux qui s'inti-

(1) L'*Egalité*, 2^e série, nos 19 et 29.

tulaient socialistes, mais qui bien loin d'être des organes de doctrine pure, ne s'occupaient que des polémiques du moment, et n'émettaient jamais de théories générales.

Le plus célèbre de ces journaux, le *Prolétaire*, parut quelques mois après que la première *Egalité* eut cessé sa publication, le 23 novembre 1878.

Il se dit journal des ouvriers démocrates socialistes, et sa rédaction, ainsi que le voulaient ses statuts, fut composée exclusivement d'ouvriers.

Ses rédacteurs prétendent être socialistes mais savent-ils exactement en quoi consiste le socialisme ? C'est fort douteux.

Nulle part nous ne leur voyons formuler une doctrine quelconque, et d'ailleurs le journal, dès son premier numéro, a pris ses précautions à cet égard, déclarant qu'il ne veut se faire le porte-drapeau d'aucune chapelle socialiste. La vérité est qu'ils ignorent quelles sont les revendications qu'ils doivent exactement formuler.

Sans doute le *Prolétaire* protestera contre la rapacité des patrons, et excitera contre eux leurs ouvriers, mais il ne leur indiquera nulle part quel est le but de la campagne qu'il entreprend ; nulle part il ne fondera sa polémique sur une loi économique, sur une idée scientifique quelconque.

En un mot les articles du *Prolétaire* ne sont dictés que par les circonstances du moment et ne répondent pas à un plan d'ensemble.

L'on pourrait à la rigueur admettre, que des ouvriers n'aient pas eu l'instruction nécessaire pour élaborer des articles de pure doctrine, mais il semble, de plus, qu'ils ne se soient pas rendus compte de l'importance des manifestations socialistes dont ils furent témoins.

C'est ainsi qu'il n'est fait que très rarement allusion au Congrès de Marseille, qui se réunit à l'automne de 1879 : ce fut cependant le premier congrès qui proclama la nécessité du retour à la collectivité des instruments de production.

Les rédacteurs du *Prolétaire* auraient dû non seulement publier, *in-extenso*, les décisions de cette assemblée, mais en faire aussi remarquer l'importance : or, c'est à peine si à deux ou trois reprises le journal y fait allusion.

Dans son numéro du 15 novembre 1879, nous trouvons, il est vrai, un article intitulé *Revue socialiste universelle*,

dans lequel il est question des deux principales décisions du congrès : 1° Constitution d'un parti socialiste ouvrier en dehors de toutes coteries bourgeoises ; et 2° retour à la collectivité de tous les moyens de production et de circulation.

Mais ces deux résolutions bien loin de faire l'objet d'un article spécial, ne figurent qu'à la cinquième page du journal, et dans un article de revue, à côté des nouvelles des différentes grèves en cours.

Sans doute nous verrons plus tard ce même *Prolétaire* avoir une plus exacte notion des revendications collectivistes, et faire ressortir l'importance des congrès du Havre et de Reims. Mais en 1879, ainsi qu'on vient de le voir, l'idée socialiste, les théories de Karl Marx, que depuis plus d'un an s'efforçaient de répandre M. Jules Guesde et ses collaborateurs, n'avaient pas été comprises des milieux ouvriers, pas plus d'ailleurs que de la plupart des chefs du parti radical.

Même plus tard, lorsque le *Prolétaire* sera devenu un journal vraiment socialiste, au sens scientifique du mot, il ne sera jamais un organe de pure doctrine et s'occupera principalement des discussions qui éclateront au sein du parti.

Si la doctrine collectiviste mit longtemps à s'unifier, cela tient évidemment surtout à des discussions et à des querelles personnelles qui éclatèrent entre les membres du parti.

Il ne faut pas au surplus, attacher grande importance, à ces divergences d'opinion, car presque toujours elles ne furent que de simples prétextes et ne servirent qu'à masquer des rancunes personnelles qui purent ainsi se donner plus facilement libre cours.

Nous n'avons pas à nous occuper ici de ces polémiques, aujourd'hui, comme alors d'ailleurs, sans grand intérêt, puisqu'elles n'eurent en somme aucune influence sur le fond même de la doctrine.

Nous n'avons plus qu'à examiner les progrès des idées socialistes, laissant de côté ces questions de personnes tout à fait secondaires.

CHAPITRE IV

LES PREMIERS CONGRÈS OUVRIERS

Nous avons vu que le Congrès de Paris de 1876 n'avait à aucun moment émis une opinion socialiste, estimant que la coopération était le seul moyen d'améliorer le sort des prolétaires.

Le Congrès qui se tint à Lyon à la fin de 1877 et continua ses séances jusqu'en janvier 1878 devait être aussi modéré que le précédent.

Cependant si les idées collectivistes n'y furent pas favorablement accueillies, il y eut un progrès sensible sur la première assemblée ouvrière en ce sens qu'une motion collectiviste y fut présentée et discutée.

Pour la première fois en France les ouvriers furent appelés à se prononcer nettement sur l'orientation qu'ils entendaient donner à leur programme politique.

Une proposition signée de MM. Dupire et Ballivet, demandait au congrès d'émettre un vœu invitant les associations ouvrières à étudier les moyens pratiques pour mettre en application le principe de la propriété collective du sol et des instruments de travail.

Après une assez longue discussion, la majorité du congrès se prononça contre cette motion, mais il est à noter que pareille proposition n'aurait même pas pu être développée à Paris, l'année précédente.

Il y avait donc un progrès très important de l'idée socialiste, et, si nous rapprochons la date de ce congrès (décembre 1877) de l'apparition de la première *Egalité* (novembre 1877) nous voyons que ces deux manifestations collectivistes furent absolument contemporaines.

Nul doute que la propagande de M. Jules Guesde et de

ses collaborateurs ne fut pas étrangère à la motion de MM. Dupire et Ballivet.

Depuis la Commune le parti radical s'était montré singulièrement prudent et circonspect, sachant que les ouvriers qui avaient encore présente à la mémoire la sanglante répression de Mai 1871, ne viendraient que peu à peu et d'abord timidement grossir leurs rangs.

Le parti ouvrier n'existait pas alors, il n'avait pas de chef, pas de plan de campagne et cherchait encore la voie dans laquelle il devrait s'engager.

Mais un journal franchement socialiste et révolutionnaire vient à se fonder : ses rédacteurs ont un but précis, une ligne de conduite bien arrêtée : c'est le collectivisme qui seul résoudra la question sociale, et ce n'est que par la révolution que l'on aboutira au collectivisme. Et aussitôt nous voyons la nouvelle propagande porter ses fruits.

Le collectivisme ? les prolétaires ignoraient sans doute encore ce que c'était, et leurs délégués à Lyon ne devaient pas être à cet égard beaucoup plus instruits.

Mais voilà qu'un but précis leur est offert, et cela a suffi aux forces révolutionnaires, alors dispersées et qui n'attendaient qu'une occasion favorable pour se révéler, cela leur a suffi pour se grouper autour de ce nouveau programme.

Sans doute ce ne fut qu'une simple manifestation sans résultat pratique, mais le premier pas était fait et la voie était désormais ouverte aux révolutionnaires.

Le Congrès de Lyon, avant de se séparer, avait décidé de profiter de l'Exposition Universelle qui allait avoir lieu à Paris l'année suivante (1878) et de tenir à cette occasion un congrès ouvrier international.

Mais le gouvernement, qui jusqu'alors avait regardé d'un oeil plutôt bienveillant les premières assises ouvrières, ne pouvait rester indifférent aux motions collectivistes qui s'étaient fait jour au dernier congrès, et estimant qu'il fallait dès le début arrêter cette renaissance de l'esprit révolutionnaire, il interdit la réunion de la future assemblée.

Le Comité d'initiative chargé d'organiser ce congrès était en effet composé de MM. Jules Guesde, Gabriel Deville et d'autres citoyens de tendances aussi avancées et qui, depuis plusieurs mois, ne se faisaient pas faute de prêcher

ouvertement le collectivisme et la révolution. Mais la menace d'une condamnation ne pouvait les arrêter : elle les incitait au contraire à poursuivre l'œuvre de propagande qu'ils avaient entreprise.

Ayant voulu se réunir malgré les ordres contraires du ministre, les membres de ce comité furent déferés à la police correctionnelle.

Les doctrines collectivistes n'avaient pas jusqu'à ce jour dépassé un cercle restreint d'ouvriers et étaient inconnues de la masse du public : c'était une occasion de les proclamer ouvertement et M. Guesde n'y manqua point.

En son nom et au nom de ses amis, il prononça, le 24 octobre 1878, devant la dixième chambre, un plaidoyer dans lequel, discutant la légitimité des poursuites dont ils étaient l'objet, il exposa le but de leur propagande. Et, voulant montrer que leur ligne de conduite était d'ores et déjà bien arrêtée et qu'elle n'avait jamais varié, il relut à la barre un des articles parus dans le premier numéro de *L'Egalité*, au mois de novembre précédent (1877), article que nous avons déjà eu l'occasion de citer.

« Ce que nous voulons (ainsi s'intitulait cet article) c'est sinon l'égalité organique et matérielle, qui est affaire de temps et de beaucoup de temps, au moins l'égalité devant les moyens de développement et d'action » et constatant que les libertés obtenues par le peuple dans les précédentes révolutions ne sont que de vains mots, « ce que nous voulons est possible, est nécessaire, et c'est pourquoi il faudra bien, de gré ou de force, que nous finissions par l'obtenir » (1).

Toute la doctrine collectiviste révolutionnaire se trouve, en quelque sorte, condensée dans ces quelques phrases, et il est à remarquer que M. Guesde évite soigneusement de verser dans les utopies communistes, qui ne deviendront des réalités que dans « beaucoup de temps ».

Mais pour aboutir à cette égalité devant les moyens de développement et d'action, pour parvenir à cet égal partage du patrimoine social, et détruire « le droit d'ainesse de toute une classe » tous les moyens sont bons, et s'il le faut les prolétaires sauront avoir recours à la révolution.

(1) *L'Egalité*, 1^{re} série, n° 1. — 18 Nov. 1877.

Désormais, le parti ouvrier se trouvait en possession d'un programme politique, d'un plan de campagne bien déterminé, et il allait suivre la voie que lui avaient ouverte les révolutionnaires.

Le Congrès de Lyon, dans la crainte qu'un congrès international fut interdit à Paris en 1878, avait décidé de se réunir à Marseille et de reporter, le cas échéant, cette assemblée ouvrière à l'automne de 1879.

Les idées collectivistes avaient fait peu à peu leur chemin et si les délégués ouvriers à ce congrès n'en étaient pas tous partisans, beaucoup, cependant, n'y étaient pas hostiles.

Nous ne voulons pas nous occuper ici des interminables séances des commissions qui préparèrent les travaux de cette assemblée ; ainsi que nous l'avons déjà remarqué, les discussions qui éclatèrent alors n'eurent le plus souvent pour cause que de simples querelles personnelles.

Le journal le *Prolétaire*, qui était alors le seul organe du parti ouvrier, semble même avoir trop prêté d'importance à ces dissensions intestines, négligeant les questions de principe qu'il aurait dû avoir seules en vue.

A vrai dire ces discussions, qui aujourd'hui nous paraissent stériles et sans intérêt, pouvaient risquer de désagréger le parti socialiste qui venait à peine de naître et l'on conçoit que cette feuille s'en soit alors émue.

Il en ressort en tout cas cette impression, que l'unification de la doctrine était loin d'être faite dans les esprits ouvriers.

Les collectivistes qui, à Lyon et au procès de la dixième chambre avaient proclamé leur profession de foi, n'étaient pas encore bien nombreux et avaient fort à faire pour ramener dans leur camp, les autres membres du parti radical ; mais ils avaient sur leurs collègues un considérable avantage : ils savaient exactement ce qu'ils voulaient et ils se tenaient tous étroitement unis. Et c'est à cette ligne de conduite, bien arrêtée chez eux, que fut dû leur succès au Congrès de Marseille.

Ce fut en effet la première fois qu'un congrès ouvrier proclama en France, que l'appropriation collective de tous les instruments de travail et forces de production, devait être poursuivie par tous les moyens possibles.

C'était bien la même doctrine que nous avons vue déve-

loppée précédemment par M. Jules Guesde et ses amis, qui se faisait jour ainsi au Congrès de Marseille et recevait sa première consécration officielle.

Et dès lors le parti ouvrier pouvait se présenter devant les électeurs avec un but bien précis. Mais si le Congrès de Marseille avait simplement montré ce but vers lequel on devait tendre, il n'avait pas indiqué les moyens pratiques de le réaliser : le principe était posé il ne restait plus qu'à l'appliquer ; et c'est à cette œuvre que s'adonneront les congrès ouvriers suivants.

Mais alors se produisit dans le parti socialiste une importante scission.

Le fond même de la doctrine fut laissé en dehors du débat, et les opinions ne différèrent que sur les moyens à employer.

Le nouveau parti collectiviste révolutionnaire avait à lutter à la fois contre deux adversaires : d'abord, contre les réformistes coopérateurs qui, malgré leur défaite de Marseille, n'avaient pas désarmé et espéraient toujours faire triompher leur programme modéré, et en second lieu contre certains de ses membres, qui, tout en désirant l'avènement du collectivisme, ne voulaient aboutir à cet état social que par des réformes successives et sans révolution violente.

Néanmoins, et en vertu même du congrès de Marseille, un programme politique et économique fut rédigé, par les soins des membres collectivistes de ce congrès et accepté bientôt par de nombreuses fédérations ou comités ouvriers (1).

Le manifeste commençait par déclarer que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seraient en possession des instruments de production, et qu'en « donnant pour but à leurs efforts dans l'ordre économique, le retour à la collectivité de tous les moyens de production », les travailleurs socialistes français avaient décidé comme moyen d'organisation et de lutte d'entrer dans les élections avec un programme « minimum ».

Suivaient alors les programmes politique et économique : nous ne nous occuperons que de ce dernier.

(1) *L'Egalité*, 2^e série, 30 juin 1880. MM. Guesde et Lafargue ont publié en 1883 un commentaire de ce programme. Mais le texte officiel est celui publié par *L'Egalité*.

Ses auteurs savaient fort bien, que l'on ne pouvait sans transition passer brusquement de l'état capitaliste actuel à un collectivisme intégral : aussi se contentent-ils tout d'abord de réclamer diverses réformes qui ne seront qu'un acheminement vers cet état futur.

Les premières mesures proposées ne sont que des réformes de détail destinées à entraver l'exploitation de l'ouvrier par son patron : tels sont le repos hebdomadaire et la limitation à huit heures du travail journalier.

Mais le paragraphe 2 de ce programme contient une mesure franchement collectiviste : « Le minimum légal des salaires sera déterminé chaque année d'après le prix local des denrées. »

Il semble à première vue qu'une pareille limitation était tout au moins inutile.

Les salaires ne se trouvent-ils pas en effet fixés automatiquement à un minimum voisin du prix de revient des denrées nécessaires à l'existence ? Et cette limitation légale n'est-elle pas une superfétation, étant donné que le jeu même de la loi des salaires y a déjà pourvu.

Certes si l'on admet comme Lassalle, que sa loi d'airain est d'une rigueur mathématique, cette motion est évidemment superflue.

Mais tous n'étaient pas de son avis, et précisément Karl Marx n'admit jamais le caractère absolu de cette loi (1), estimant que par suite de la concurrence le salaire pourrait même s'abaisser parfois au-dessous du taux strictement nécessaire à l'existence de l'ouvrier.

M. Jules Guesde, nous l'avons vu plus haut, avait une opinion aussi pessimiste, et l'on comprend, dès lors, fort bien, la nécessité d'une réglementation légale du taux des salaires basée sur le cours moyen des denrées ; mais c'est bien là une mesure nettement communiste qui met obstacle au libre jeu de la loi de l'offre et de la demande, loi qui n'aurait plus sa raison d'être dans un état socialiste.

Enfin nous voyons à la fin du programme ces deux articles :..... 8° Revision de tous les contrats ayant aliéné la propriété publique, mines, chemins de fer, etc., et exploitation de tous les ateliers de l'Etat confiée aux ouvriers qui

(1) Karl Marx, *Le Capital*, note sur Lassalle, p. 9, liv. I.

y travaillent ; 9° Abolition de tous les impôts indirects et transformation de tous les impôts directs, en un impôt progressif sur les revenus dépassant 3.000 francs et les héritages dépassant 20.000 francs. »

Il n'est question, on le voit, que de la revision des contrats ayant aliéné la propriété publique. Mais on sait ce que ce mot signifie dans la bouche des collectivistes : revision est ici synonyme d'annulation. Ce qu'ils veulent, c'est la main mise de l'Etat sur toutes les grandes entreprises industrielles et en particulier sur les mines et chemins de fer ; ils ne pouvaient dès le début demander le retour à la collectivité de toutes les propriétés individuelles, car ils se seraient heurtés à une formidable opposition, tandis que l'expropriation au profit de l'Etat, des mines et chemins de fer, devait paraître une réforme moins subversive, et était en même temps un acheminement vers la socialisation intégrale de tous les moyens de production.

C'est dans la même intention de ne pas froisser les petits propriétaires, que fut conçu le neuvième article que nous venons de citer plus haut, Les collectivistes avaient tout intérêt à ne pas effrayer les petits bourgeois par des mesures trop radicales : ils voulaient les intéresser à leur cause (1) et ce n'était qu'aux grosses fortunes, qu'aux puissants capitalistes qu'ils prétendaient, pour le moment du moins, faire la guerre.

Ce programme devait donc réunir en un même parti et les prolétaires qui n'ayant rien à perdre avaient forcément tout intérêt à un bouleversement quelconque de l'ordre social, et aussi la classe moyenne des petits bourgeois dont on essayait ainsi d'exciter l'envie.

Les élections départementales d'août 1880 ne répondirent pas aux espérances des comités collectivistes ; aucun de leurs candidats ne fut élu aux conseils généraux.

L'Egalité cache mal son dépit et fait contre mauvaise fortune bon cœur.

Elle n'attendait pas, dit-elle, de l'action électorale du prolétariat des ouvriers élus ni des majorités ouvrières dans les assemblées communales, départementales ou natio-

(1) *L'Egalité*, 3^e série, n° 15.

nale ((1), mais le résultat important de la campagne a été « la séparation des classes et l'organisation de la classe ouvrière pour la lutte matérielle et définitive dont la bataille à coups de bulletins n'est que le prélude ».

Il est évident que le parti ouvrier qui n'existait pas, pour ainsi dire, l'année précédente, venait de s'affirmer uni et discipliné aux dernières élections, et c'était là bien certainement un progrès des plus importants.

Aussi ne se laissant pas rebuter par l'insuccès de cette première bataille, les comités collectivistes redoublèrent-ils au contraire d'ardeur.

Le prochain congrès allait tenir ses assises au Havre au mois d'octobre suivant (1880) et il importait d'affirmer à nouveau la discipline et la cohésion du nouveau parti ouvrier.

Les réformistes coopérateurs n'avaient pas encore perdu tout espoir de revanche et avaient précisément l'intention de tenter un dernier effort à l'occasion de cette prochaine assemblée.

Un bureau dit « des Sociétés professionnelles » avait été créé au Ministère de l'Intérieur, au mois de février précédent (février 1880). Ce service avait pour but de dresser « la statistique de la situation, des besoins et des tendances des sociétés ouvrières » (2).

Dès ses débuts, ce bureau fut l'objet des violentes attaques des socialistes qui prétendaient qu'il n'était qu'une annexe de la Préfecture de Police, et n'avait été créé que pour surveiller plus étroitement les diverses sociétés professionnelles.

Ce fut sous l'influence directe de ce bureau que se forma au Havre un comité d'organisation du futur congrès. ce comité fut bien entendu composé d'hommes d'esprit très modéré.

La lutte devait bientôt éclater entre eux et les collectivistes : ceux-ci furent, dès le début, expulsés par la fraction modérée du congrès, et ils durent alors se réunir à part.

Les résolutions qu'ils prirent furent d'ailleurs conformes à celles prises à Marseille l'année précédente, et l'assemblée

(1) *L'Egalité*, 2^e série, 18 août 1880.

(2) *Le Proletaire*, 13 mars 1880.

n'eut qu'à sanctionner le programme dit « minimum » que nous venons d'examiner.

Dès lors la doctrine socialiste se trouve bien fixée, et si au Congrès de Reims qui se réunit en 1881, éclatèrent quelques dissensions, elles ne portèrent que sur des points de détail et n'eurent pour cause, le plus souvent, que l'inimitié personnelle de leurs auteurs.

M. Jules Guesde, qui avait su imprimer une impulsion décisive au mouvement collectiviste, n'avait jamais voulu admettre la plus légère divergence d'opinion, considérant sa doctrine comme un dogme, que l'on devait admettre ou rejeter tout en bloc.

Mais une telle intransigeance n'était pas pour plaire à tous les membres du nouveau parti, et beaucoup se montrèrent impatients du joug que le groupe de l'*Egalité* voulait leur imposer.

M. Brousse, alors rédacteur au *Prolétaire*, sut réunir autour de lui des hommes d'opinions cependant différentes, mais qui tous se montraient impatients de la discipline à laquelle on voulait les soumettre.

A un certain moment de sa vie, M. Brousse avait professé des opinions qui étaient nettement anarchistes (1), et il ne pouvait se séparer de ses anciens amis ; d'un autre côté, plusieurs amis de M. Guesde, froissés par son caractère autoritaire, le quittèrent et vinrent grossir le nombre des mécontents que Brousse groupa autour de lui.

Au surplus, M. P. Brousse professait identiquement les mêmes opinions que M. Guesde, et le plus souvent leurs querelles n'eurent de doctrinales que le nom.

Si nous avons rappelé cette scission, c'est parce que, bien qu'elle n'ait en rien touché au fond même de la doctrine, elle créa une profonde division dans le parti ouvrier, division qui existe encore aujourd'hui.

• Mais, n'ayant en vue que l'étude purement théorique de l'introduction en France du socialisme marxiste, nous ne nous arrêterons pas davantage à ces diverses polémiques.

Il ne faut pas, en effet, attacher trop d'importance aux bruyantes discussions d'alors, et les Congrès simultanés de

(1) P. Brousse, *Le Suffrage Universel*, publié à Genève en 1874.

Saint-Etienne et de Roanne en 1882, suffisent amplement à en démontrer la complète inanité.

Le sixième congrès ouvrier réuni à Saint-Etienne en octobre 1882, commença, en effet, par expulser de l'assemblée M. Jules Guesde et ses amis du groupe de l'*Egalité* les accusant de professer une doctrine prussienne et d'être des marxistes, alors que les expulseurs étaient comme les expulsés des partisans résolus des théories de Karl Marx.

M. Jules Guesde provoqua alors la réunion à Roanne d'un congrès dissident ; et nous assistons à ce curieux spectacle : les deux congrès s'excommuniant l'un l'autre et professant néanmoins tous deux la même opinion.

A quelques jours de distance, les deux assemblées ouvrières de Saint-Etienne et de Roanne votèrent des résolutions, dont l'esprit était non seulement le même, mais qui de plus étaient conçues dans des termes presque identiques (1).

De même qu'à Marseille, qu'au Havre et qu'à Reims, les congrès de Saint-Etienne et de Roanne déclarèrent simultanément que les producteurs ne seraient pas libres tant qu'ils ne seraient pas en possession des moyens de production et que, pour aboutir à cette émancipation, il fallait fonder un parti de classe distinct et agir révolutionnairement.

C'est donc bien la doctrine collectiviste révolutionnaire, qui reçut ici sa consécration définitive.

N'ayant réuni tout d'abord qu'un nombre fort restreint de disciples, M. Jules Guesde et ses amis de l'*Egalité* avaient su, en restant toujours fidèles à une ligne de conduite immuable, et par un effort incessant de propagande, rallier les forces prolétariennes dispersées depuis la Commune, et constituant un parti bien indépendant de toute influence bourgeoise, donner un but bien précis à son activité et à ses efforts.

Sans doute l'union était loin d'être parfaite entre tous les membres du parti ouvrier, mais s'ils se reniaient et s'excommuniaient parfois les uns les autres, ils n'en restaient pas moins tous fidèles à la même idée : tous professaient et professent encore aujourd'hui le socialisme marxiste.

(1) *L'Egalité*, 3^e série, 8 octobre 1882. — *Le Prolétaire*, 7 octobre 1882.

Société Générale d'Impression, 21, rue Ganneron.
